

# Migrants: Merkel avait raison, disent les patrons

LE SOIR – CHRISTOPHE BOUROISEAU - 16/12/2018

*Près de la moitié des réfugiés sont désormais employés ou en formation. Les jeunes apprennent si rapidement l'allemand qu'ils arrivent à suivre une formation professionnelle au bout d'un an. Le gouvernement doit entériner ce mercredi un décret pour assouplir les règles des permis de séjour afin d'éviter les expulsions des « bons éléments ».*

Norbert Mensing est en colère contre les médias et les responsables politiques. « *On ne parle que des réfugiés délinquants. Et le ministre de l'Intérieur bombe le torse dès qu'il arrive à expulser plus de 10 demandeurs d'asile. Quel triste spectacle !* », peste le responsable d'une PME berlinoise de 100 salariés, spécialisée dans les mécanismes de transmission électriques. « *On oublie de dire que des centaines de milliers sont bien intégrés dans les entreprises et, surtout, qu'on a besoin d'eux !* », ajoute-t-il.

Le patron de Tornado a embauché un réfugié syrien et un libanais, encore en formation, dans son entreprise. « *L'aspect humanitaire a pu jouer un rôle. Mais je l'ai fait parce que nous manquons de main-d'œuvre* », assure-t-il. « *La langue est le principal obstacle à une bonne intégration. Mais ces deux réfugiés ont appris très vite. Pour la culture, c'est plus difficile mais nous apprenons l'un de l'autre* », assure Norbert Mensing.

Pour lui, l'embauche de ces deux réfugiés a été bénéfique à tout le monde. « *L'un d'eux parlant l'arabe, nous avons décidé de nous développer en Orient. Sans lui, je n'aurais jamais pris cette décision* », dit-il.

Norbert Mensing n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Selon le président de la Fédération du patronat (BDA), Ingo Kramer, près de 400.000 ont trouvé un emploi ou une place d'apprentissage, soit près de la moitié des réfugiés arrivés à l'automne 2015. « *La chancelière a eu raison de dire à l'époque que nous étions en mesure de relever le défi* », a-t-il ajouté.

## Un réservoir de main-d'œuvre irremplaçable

Tous les Allemands se souviennent de la célèbre phrase d'Angela Merkel après l'arrivée de plus de 800.000 réfugiés bloqués en Hongrie. « *Wir schaffen das* » (Nous allons y arriver !), avait déclaré la chancelière dans une Europe médusée par la mobilisation exceptionnelle de la société civile pour organiser l'accueil.

« *La plupart des jeunes ont appris l'allemand à une telle vitesse qu'ils étaient en mesure d'occuper rapidement une place d'apprentissage* », assure Ingo Kramer. Les 800.000 migrants constituent un réservoir de main-d'œuvre irremplaçable. L'Allemagne a besoin de mathématiciens, d'informaticiens, de scientifiques mais aussi de médecins, de personnels soignants, de boulangers ou de menuisiers. Ils

sont devenus en trois ans « *un pilier de l'économie allemande* », insiste le patron des patrons.

L'agence fédérale pour l'emploi a tiré elle aussi un bilan très positif de la situation. Selon ses chiffres, plus de 300.000 réfugiés venus depuis 2015 de Syrie, d'Afghanistan, d'Erythrée, d'Irak, d'Iran, du Nigéria, du Pakistan et de Somalie ont trouvé un travail. « *Il n'y a aucune raison d'être pessimiste. La situation est étonnamment positive car tous ces gens étaient venus au départ pour des raisons humanitaires, pas pour chercher un job* », constate le chef de l'agence, Detlef Scheele.

Réforme du code de la nationalité avec introduction du droit du sol, reconnaissance officielle de l'islam comme une religion appartenant à la culture allemande, constructions de mosquées, accès plus facile des Allemands d'origine étrangère dans les services publics... L'Allemagne a déjà fait beaucoup pour faciliter l'installation des migrants, qu'ils soient réfugiés politiques ou immigrés économiques. « *L'Allemagne ne mène plus une politique d'immigration mais une politique d'intégration* », confirme Markus Linden, politologue à l'université de Trèves et spécialiste des questions d'intégration.

### Un changement de statut pour les réfugiés « intégrés »

Pour toutes ces raisons, le gouvernement allemand a accepté de rédiger un décret qui va assouplir les règles de séjour des réfugiés. Le texte, qui devrait être entériné ce mercredi en conseil des ministres, pourrait permettre un changement de statut pour les demandeurs d'asile jugés « intégrés » et qui ne présenteraient pas de « menaces pour la société ».

En effet, les patrons ne veulent pas perdre les jeunes en apprentissage parce que leur demande d'asile a été rejetée. « *Les entreprises veulent avoir l'assurance qu'ils pourront garder cette main-d'œuvre qu'ils ont formée et payée* », insiste Eric Schweizer, le président de la Fédération des Chambres de Commerce et d'Industrie allemandes (DIHK)

D'autant plus que l'Allemagne aura besoin d'encore plus de main-d'œuvre à l'avenir. Actuellement, plus de 700.000 postes sont toujours vacants (300.000 en 2009). Sans l'acceptation d'une immigration économique, le « made in Germany » est menacé sur le long terme, préviennent les économistes. « *Sans une loi sur l'immigration, nous risquons de retomber au niveau de production des années 90* », a prévenu Ingo Kramer. « *L'Allemagne doit abandonner l'idée qu'une immigration issue de l'Union européenne suffira. Cela ne suffira pas* », insiste Jörg Dräger, le président de la Fondation Bertelsmann.

Les syndicats, en revanche, sont plus sceptiques. Ils craignent que les patrons ne profitent de cette main-d'œuvre peu exigeante pour tirer les salaires vers le bas. Dans le rapport annuel de l'Institut allemand des droits de l'Homme (DIMR) a dénoncé une main-d'œuvre sous-payée, sans contrat de travail et effectuant des heures supplémentaires non rémunérées.